

160/2020 - 29 octobre 2020

La fiscalité en 2019

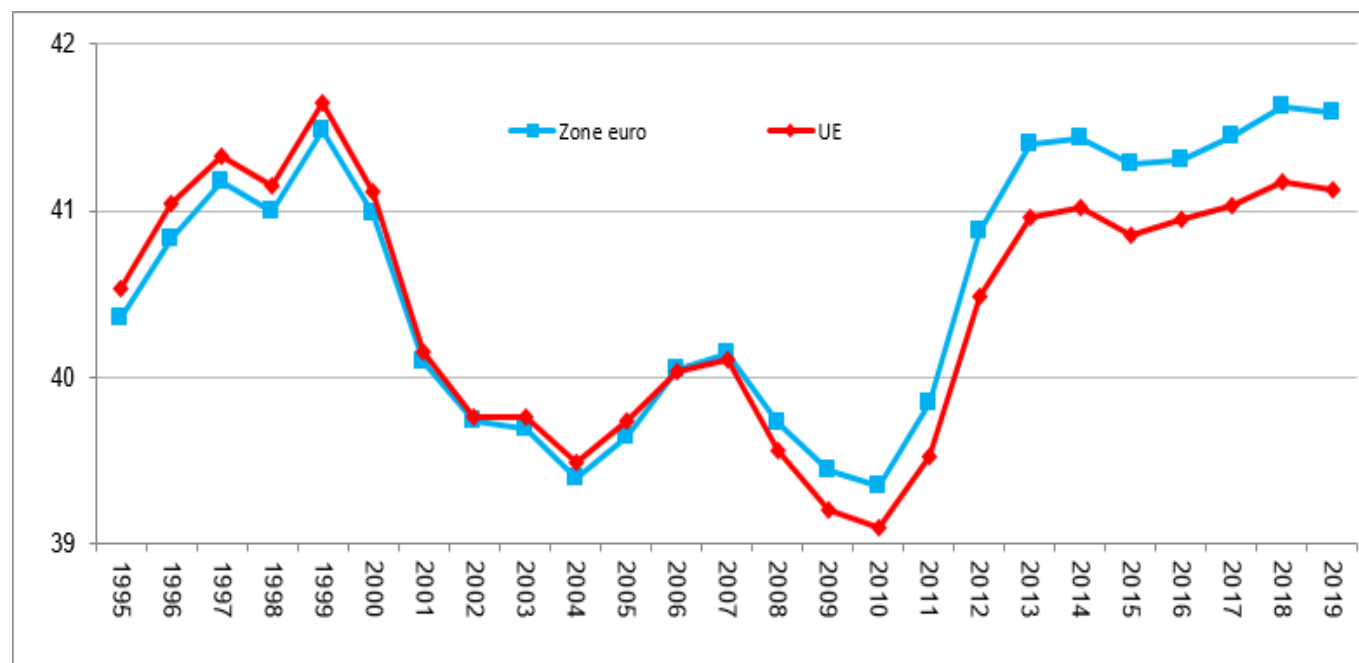
Le ratio recettes fiscales/PIB dans l'UE atteint 41,1%

Un rapport de 1 à 2 entre les États membres

Le ratio global recettes fiscales/PIB, autrement dit la somme des impôts et des cotisations sociales nettes en pourcentage du produit intérieur brut, s'est élevé à 41,1% dans l'**Union européenne** (UE) en 2019, en baisse par rapport à 2018 (41,2%). Dans la **zone euro**, les recettes fiscales représentaient 41,6% du PIB en 2019, inchangés par rapport à 2018.

Ces informations sont issues d'une [publication](#) d'Eurostat, l'**office statistique de l'Union européenne**. Les indicateurs fiscaux sont compilés dans un cadre harmonisé sur la base du système européen des comptes (SEC 2010), permettant une comparaison précise des systèmes fiscaux et politiques fiscales entre États membres de l'UE.

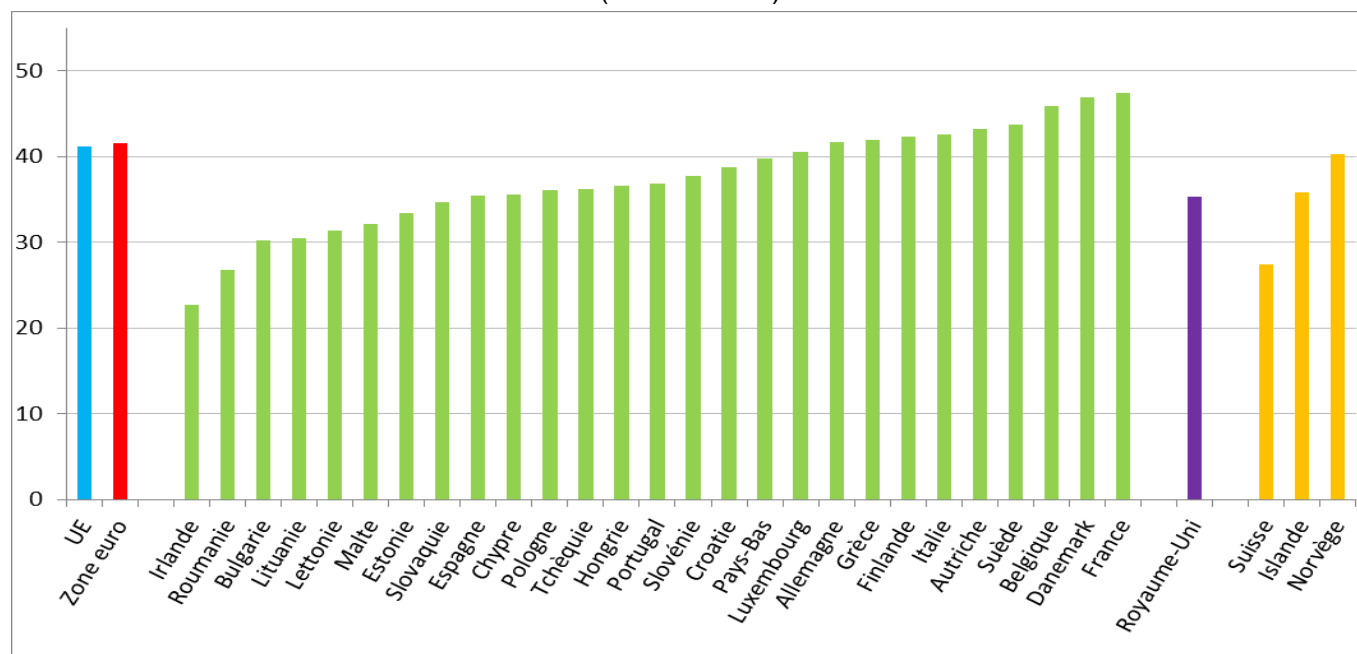
Ratio globale recettes fiscales/PIB dans l'UE et la zone euro, 1995-2019



Ratio recettes fiscales/PIB le plus élevé en France, en Belgique et au Danemark

Le ratio impôts / PIB varie considérablement d'un État membre à l'autre, les parts les plus importantes d'impôts et de cotisations sociales en pourcentage du PIB en 2019 ayant enregistrées en **France** (47,4%), au **Danemark** (46,9%) et en **Belgique** (45,9%), suivis par la **Suède** (43,6%), l'**Autriche** (43,1%), l'**Italie** (42,6%) et la **Finlande** (42,3%). À l'autre extrémité de l'échelle, l'**Irlande** (22,7%) et la **Roumanie** (26,8%), devant la **Bulgarie** (30,3%), la **Lituanie** (30,4%) et la **Lettonie** (31,3%) ont enregistré les ratios les plus faibles.

Recettes totales issues des impôts et cotisations sociales dans les États membres de l'UE, 2019 (en % du PIB)

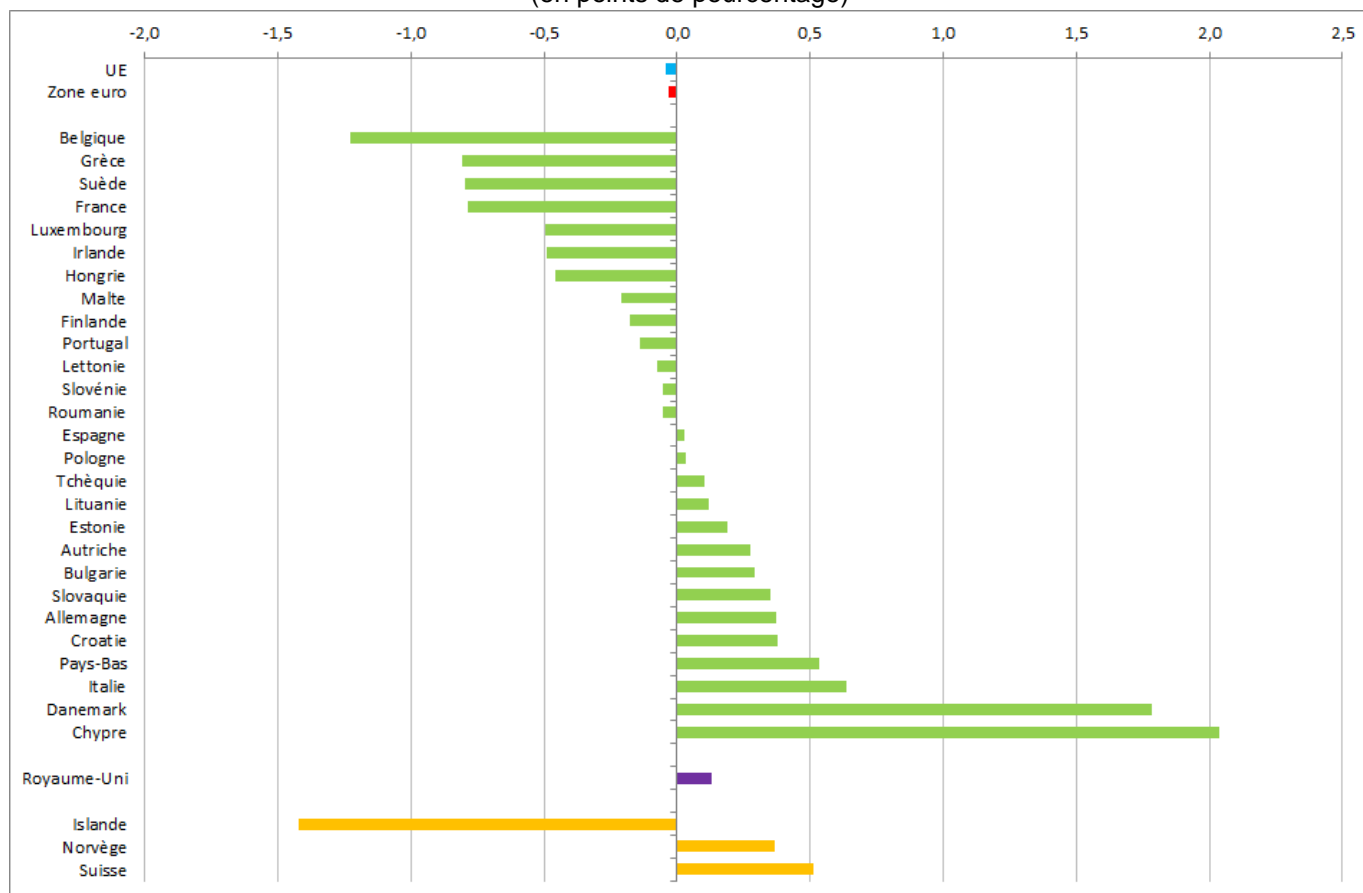


Plus forte hausse du ratio impôts/PIB au Luxembourg, plus forte baisse au Danemark

Par rapport à 2018, le ratio des recettes fiscales rapportées au PIB a augmenté en 2019 dans douze États membres, la hausse la plus marquée étant observée à **Chypre** (de 33,5% en 2018 à 35,6% en 2019), devant le **Danemark** (de 45,1% à 46,9%).

En revanche, ce ratio a diminué dans treize États membres, notamment en **Belgique** (de 47,1% en 2018 à 45,9% en 2019), en **Grèce** (de 42,7% à 41,9%), en **Suède** (de 44,4% à 43,6%) et en **France** (de 48,2% à 47,4%).

Évolution du ratio recettes fiscales/PIB dans les États membres de l'UE, 2019/2018 (en points de pourcentage)



Les politiques fiscales varient selon les États membres

En 2019, les cotisations sociales nettes représentaient la plus grande partie des recettes fiscales dans l'UE (comptant pour 14,2% du PIB), suivis par les impôts sur la production et sur les importations (13,7%) et les impôts sur le revenu et le patrimoine (13,0%).

Si l'on examine les principales catégories fiscales, une nette diversité existe entre les États membres de l'UE. En 2019, la part des impôts sur la production et sur les importations était la plus élevée en **Suède** (où ils représentaient 22,2% du PIB), en **Croatie** (20,3%) et en **Hongrie** (18,1%), tandis qu'elle était la plus faible en **Irlande** (7,8%), en **Roumanie** (10,7%) et en **Allemagne** (10,9%).

S'agissant des impôts sur le revenu et le patrimoine, la part de loin la plus élevée a été enregistrée au **Danemark** (30,7% du PIB), devant la **Suède** (18,0%) et le **Luxembourg** (16,5%). À l'inverse, la **Roumanie** (4,8%), la **Bulgarie** (5,5%) ainsi que la **Croatie** et la **Hongrie** (6,6% chacune) ont enregistré les impôts sur le revenu et le patrimoine les plus faibles en pourcentage du PIB.

Les cotisations sociales nettes représentaient une proportion significative du PIB en **Allemagne** (17,3%), en **France** (16,8%) et en **Slovénie** (16,0%), tandis que les taux les plus bas ont été observés au **Danemark** (0,8% du PIB), en **Suède** (3,4%) et en **Irlande** (4,5%).

Méthodes et définitions

Les données sont collectées par Eurostat sur la base du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Conformément au SEC 2010, les impôts et les cotisations sociales doivent être enregistrés selon la comptabilité d'exercice.

Les données se rapportent au secteur des administrations publiques de l'économie, tel que défini dans le SEC 2010, qui comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations fédérales (le cas échéant), des administrations locales et des administrations de sécurité sociale (le cas échéant). Les données concernant les taxes perçues pour le compte des institutions de l'UE sont également prises en considération dans l'analyse. Ainsi, les données sur le revenu issu des impôts et cotisations sociales représentent toutes les recettes provenant des impôts et des cotisations sociales perçues à l'échelle de l'UE.

Le **ratio global recettes fiscales/PIB** présenté dans ce communiqué de presse correspond au montant total des impôts et des cotisations sociales nettes (y compris les cotisations imputées) dues aux administrations publiques et aux institutions de l'Union européenne, y compris les cotisations volontaires, déduction faite des montants irrécouvrables; exprimé en pourcentage du PIB. Il est une mesure de la charge fiscale. Il englobe la grande diversité des systèmes de sécurité sociale dans l'UE.

Les **impôts** sont définis comme étant des versements obligatoires, sans contrepartie, aux administrations publiques ou aux institutions de l'UE.

Les **impôts sur la production et sur les importations** recouvrent notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits perçus sur les importations, les accises, les impôts à la consommation, les droits de timbre, les impôts sur les salaires et les impôts sur la pollution.

Les **impôts sur le revenu, sur le patrimoine, etc.** recouvrent notamment l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur les plus-values, les taxes liées à la propriété et à l'utilisation de voitures par les ménages et les impôts courants sur le capital payé à intervalle régulier.

Les **cotisations sociales nettes** sont les contributions effectives ou imputées que versent les ménages aux régimes d'assurance sociale afin d'assurer le paiement de prestations sociales. Elles comprennent les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs, les cotisations sociales effectives à la charge des ménages, les cotisations sociales imputées et les suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages. La rémunération du service des régimes d'assurance sociale est déduite des éléments susmentionnés pour obtenir les cotisations sociales nettes. Les cotisations sociales effectives sont celles qui sont versées par les employeurs, les salariés, les travailleurs indépendants et les personnes sans emploi, volontairement ou en vertu d'obligations légales, afin de financer l'assurance contre les risques sociaux (maladie, invalidité, handicap, vieillesse, perte d'un époux ou d'un parent, famille et maternité). Les cotisations sociales imputées sont celles qui sont versées dans le cadre de régimes d'assurance sans constitution de réserve (régimes dans le cadre desquels les employeurs versent des prestations sociales à leurs salariés, ex-salariés ou autres ayants droit sur leurs propres fonds, sans constitution de réserve dédiée à cet effet). Les cotisations sociales nettes comprennent également deux transactions liées aux régimes de retraite par capitalisation, dans la mesure où de tels régimes sont classés dans l'administration publique.

Le ratio recettes fiscales/PIB comprend également les impôts sur le capital, qui sont généralement de moindre importance.

Les transferts de capitaux représentant des montants dus mais non perçus sont déduits du total des impôts et des cotisations sociales nettes pour garantir la comparabilité des ratios recettes fiscales/PIB d'un pays à l'autre.

Ce communiqué de presse est basé sur le PIB transmis dans les notifications du PDE à la fin du mois de septembre 2020.

Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée aux statistiques des finances publiques.

Base de données d'Eurostat sur les finances publiques.


Article Statistics Explained d'Eurostat sur les statistiques des revenus fiscaux (disponible en anglais uniquement).

Service de presse d'Eurostat

Ana-Maria MAROLA
Tél: +352-4301-33 408
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données

Floris JANSEN
Lukas RUCKA
Vaida SAVICKAITE
Laura WAHRIG
Kurt WASS
Tél: +352-4301-37 687
estat-gfs@ec.europa.eu

 **Demandes média:** eurostat-mediasupport@ec.europa.eu / Tél: +352-4301-33 408

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [@EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

 [@EU_Eurostat](https://www.instagram.com/EU_Eurostat)

 ec.europa.eu/eurostat

Recettes totales provenant des impôts et cotisations sociales
(en % du PIB)

	1995	2005	2015	2016	2017	2018	2019
UE27*	40,5	39,7	40,9	40,9	41,0	41,2	41,1
UE28	39,2	38,9	39,7	39,9	40,1	40,3	40,2
Zone euro	40,4	39,6	41,3	41,3	41,4	41,6	41,6
Belgique	45,3	45,9	47,4	46,6	47,1	47,1	45,9
Bulgarie	21,4	30,2	29,1	29,1	29,4	30,0	30,3
Tchéquie	34,4	34,4	34,3	35,1	35,4	36,0	36,1
Danemark	48,2	49,4	47,3	46,6	46,5	45,1	46,9
Allemagne	40,8	39,1	40,1	40,5	40,8	41,3	41,7
Estonie	35,1	29,9	33,3	33,5	32,8	33,1	33,3
Irlande	33,8	31,4	24,1	24,5	23,3	23,2	22,7
Grèce	29,7	33,5	39,8	42,1	42,2	42,7	41,9
Espagne	32,2	36,1	34,7	34,4	34,7	35,4	35,4
France	43,9	44,6	47,7	47,6	48,3	48,2	47,4
Croatie	41,1	36,3	37,3	37,8	37,7	38,3	38,7
Italie	40,3	39,1	43,1	42,4	42,1	41,9	42,6
Chypre	24,9	31,4	33,2	32,3	33,2	33,5	35,6
Lettonie	30,6	28,1	30,1	31,0	31,4	31,4	31,3
Lituanie	27,7	29,5	29,3	30,0	29,8	30,3	30,4
Luxembourg	37,4	39,2	37,6	37,8	38,9	41,0	40,5
Hongrie	40,4	36,7	38,9	39,2	38,0	37,0	36,5
Malte	27,4	32,9	30,5	31,5	31,9	32,3	32,1
Pays-Bas	38,4	35,8	37,5	38,9	39,2	39,3	39,8
Autriche	42,9	42,2	43,9	42,4	42,5	42,9	43,1
Pologne	37,5	33,9	33,4	34,3	35,0	36,0	36,0
Portugal	31,4	34,4	37,0	36,6	36,5	37,0	36,8
Roumanie	27,8	28,7	28,1	26,7	25,8	26,8	26,8
Slovénie	39,3	39,4	37,9	37,9	37,6	37,8	37,7
Slovaquie	39,5	31,5	32,8	33,2	34,2	34,3	34,6
Finlande	45,1	42,2	43,7	43,9	43,1	42,5	42,3
Suède	46,3	47,0	43,2	44,7	44,7	44,4	43,6
Royaume-Uni	31,0	34,8	34,2	34,8	35,2	35,2	35,3
Islande	:	39,4	35,4	50,8	37,6	37,2	35,8
Norvège	40,7	42,8	38,7	39,2	39,1	39,9	40,2
Suisse	25,1	25,9	26,7	26,7	27,4	26,8	27,4

: non disponible

* L'UE27 représente l'Union européenne à 27 États membres après le 1^{er} février 2020

Données sources: [gov_10a_taxaq](#)

Structure des recettes fiscales par grande catégorie fiscale, 2019
(en % du PIB)

	Impôts sur la production et sur les importations	<i>dont:</i>		<i>dont:</i>		Cotisations sociales nettes
		TVA	Impôts sur le revenu, le patrimoine, etc.	sur le revenu des personnes physiques ou des ménages*	sur le revenu ou les bénéfices des sociétés*	
UE27**	13,7	7,2	13,0	9,6	2,7	14,2
UE28	13,6	7,2	13,1	9,6	2,6	13,3
Zone euro	13,3	6,9	13,0	9,5	2,7	15,1
Belgique	13,9	6,8	15,8	11,4	3,7	15,7
Bulgarie	15,6	9,2	5,5	3,3	2,0	8,9
Tchéquie	12,1	7,6	8,4	4,9	3,3	15,6
Danemark	15,7	9,5	30,7	26,5	3,1	0,8
Allemagne	10,9	7,1	13,3	9,8	2,7	17,3
Estonie	14,2	8,8	7,3	5,4	1,8	11,8
Irlande	7,8	4,3	10,3	6,9	3,1	4,5
Grèce	17,5	8,4	9,7	5,9	2,2	14,6
Espagne	11,7	6,5	10,4	8,0	2,1	12,9
France	17,0	7,2	13,1	9,5	2,8	16,8
Croatie	20,3	13,7	6,6	3,6	2,4	11,8
Italie	14,6	6,2	14,4	11,8	1,9	13,5
Chypre	15,1	9,3	9,7	3,3	5,9	10,7
Lettonie	14,2	8,6	7,0	6,5	0,2	10,0
Lituanie	11,8	7,9	8,7	7,1	1,6	10,0
Luxembourg	11,6	6,0	16,5	9,3	5,9	12,1
Hongrie	18,1	9,5	6,6	5,1	1,2	11,8
Malte	12,2	7,0	13,6	7,4	5,7	6,0
Pays-Bas	12,5	7,2	13,2	8,5	3,7	14,0
Autriche	14,1	7,6	13,7	9,8	2,8	15,4
Pologne	14,0	8,0	7,9	5,3	2,2	14,2
Portugal	15,2	8,8	9,8	6,4	3,1	11,9
Roumanie	10,7	6,2	4,8	2,3	2,1	11,3
Slovénie	13,8	8,0	7,9	5,3	2,0	16,0
Slovaquie	12,2	7,3	7,2	3,8	3,0	15,3
Finlande	14,2	9,1	15,9	12,2	2,5	11,9
Suède	22,2	9,2	18,0	14,7	3,0	3,4
Royaume-Uni	13,0	7,0	13,9	9,2	2,4	8,1
Islande	14,0	8,2	18,3	15,0	2,1	3,3
Norvège	12,3	8,6	17,1	10,4	5,8	10,8
Suisse	5,3	3,1	15,4	8,5	3,1	6,6

* y compris les taxes sur les gains de détention

La somme des composantes ne correspond pas au total: les chiffres ont été arrondis et certains autres impôts n'ont pas été pris en considération dans le tableau.

** L'UE27 représente l'Union européenne à 27 États membres après le 1^{er} février 2020

Données sources: gov_10a_taxag